

# TRAVAIL ET DROIT



Supplément au  
Mouvement Syndical Belge  
du 20 février 1940.

## L'assistance aux réfugiés

**D**EPUIS près de six mois que la Belgique se trouve coincée entre des pays belligérants, de multiples dispositions d'ordre législatif ont déjà dû être prises en faveur de couches importantes de la population.

Nous avons analysé, et critiqué, ici même (Cf. *Travail et Droit* du mois d'octobre 1939), le régime des allocations aux familles de mobilisés. Depuis lors, certaines améliorations ont été apportées à ces dispositions, notamment un relèvement des taux d'indemnité.

Toutefois, celui-ci n'a pas été suffisant; la preuve en est, que le paiement des loyers ne peut, dans la généralité des cas, être effectué avec les allocations, et que les Chambres ont été, en conséquence, amenées à légiférer dans ce domaine.

De plus, satisfaction n'a pas été accordée à notre revendication d'accorder aux concubines des mobilisés (sous réserve de précautions à prendre pour éviter les abus) le bénéfice des allocations.

Nous voulons attirer aujourd'hui l'attention des milieux syndicaux sur le régime de l'assistance aux réfugiés, c'est-à-dire aux personnes, belges ou étrangères, contraintes d'abandonner leur domicile pour assurer leur sécurité.

Ce régime fait l'objet d'un arrêté royal pris en date du 10 novembre 1939, en exécution de la loi du 7 septembre, confiant au Roi des pouvoirs extraordinaires.

L'exécution de ces dispositions, primitivement confiée au Ministère du Ravitaillement, est actuellement du ressort du Département de la Santé publique.

Bien que chacun souhaite qu'il ne doive pas être fait application de ces mesures, il est sage d'en informer les organisations socialistes, appelées, en temps opportun, à aider éventuellement de leurs conseils les réfugiés.

Nous nous abstenons de critiquer cette réglementation de nature nouvelle. Ses principes nous paraissent justes, et ses défauts ne se révéleront qu'à l'occasion d'une application.

Une remarque, toutefois, s'impose. A-t-on prévu, dès maintenant, les difficultés d'un fonctionnement convenable, en période de mobilisation et d'évacuation de population, d'administrations communales, de commissions d'assistance publique et de commissions de réclamations du régime d'assurance-chômage, organismes appelés tous trois à intervenir dans l'exécution des mesures en faveur des réfugiés?

### Deux catégories de réfugiés.

Ce terme s'applique (article 1<sup>er</sup>) à deux catégories de personnes :

a) Belges établis à l'étranger, contraints de rentrer dans le pays. Ceux-ci, des Belges rapatriés, doivent, s'ils veulent bénéficier des secours, remplir les deux conditions suivantes :

1. Se présenter dans un centre de triage;
2. Résider dans la commune qui leur sera assignée, lors du passage dans le dit centre.

Le ministre compétent déterminera les centres de triage, ainsi que les exceptions qui pourraient être apportées à l'obligation de se présenter dans un de ceux-ci.



b) Habitants du Royaume (Belges ou étrangers) obligés de changer de domicile.

La commune où ils pourront bénéficier des secours leur sera désignée par l'autorité civile ou militaire. (Art. 2, 2°.)

#### *Droit aux allocations.*

N'y ont droit que les réfugiés dans le besoin, et encore ces bénéficiaires en doivent-ils le remboursement à l'Etat. (Art. 17.)

Un tempérament à cette obligation est consenti en faveur des habitants du Royaume qui, après la fin des hostilités, et au cours d'une période de deux ans, ne seraient pas assujettis à l'impôt complémentaire.

#### *Contrôle des réfugiés.*

Les réfugiés secourus, de 15 à 65 ans (sauf les femmes ménagères) sont astreints à un contrôle communal. (Arrêté ministériel du 14 novembre 1939.)

#### *Montant des secours.*

Réfugiés chefs de famille ou réfugiés célibataires, veufs ou divorcés sans enfants, âgés de 25 ans et plus :

Communes de 2 <sup>e</sup> catégorie . . .	11 francs
» 3 <sup>e</sup> catégorie . . .	10 »
» 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> catégorie . . .	9 »

Réfugiés célibataires, veufs ou divorcés sans enfants, âgés de 18 à 25 ans :

Communes de 2 <sup>e</sup> catégorie . . .	9 francs
» 3 <sup>e</sup> catégorie . . .	8 »
» 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> catégorie . . .	7 fr. 50

Réfugiés célibataires, de plus de 15 ans et de moins de 18 ans :

Communes de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> catégorie . . .	7 francs
» 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> catégorie . . .	6 »

Le réfugié chef de famille reçoit, pour chaque jour du calendrier, une allocation familiale d'un montant de :

Par enfant de 15 ans ou moins habitant avec lui :

Communes de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> catégorie . . .	2 fr. 50
» 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> catégorie . . .	2 francs

Pour son épouse habitant avec lui :

Communes de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> catégorie . . .	3 fr. 50
» 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> catégorie . . .	3 francs

(Les catégories de communes sont celles fixées dans la réglementation du chômage.)

(Ces allocations peuvent être diminuées, si le réfugié bénéficie de prestations de logement ou de nourriture.)

#### *Procédure d'introduction et distribution des secours.*

Le réfugié doit souscrire une déclaration mentionnant toutes ses ressources ainsi que celles des membres de son ménage qui l'accompagnent.

Cette déclaration est contrôlée par la Commission d'Assistance publique de la commune d'hébergement.

Lorsque le réfugié ou son ménage dispose de ressources qui, évaluées en moyenne hebdomadaire, sont égales ou supérieures au montant hebdomadaire des allocations auxquelles il aurait droit, il est exclu du bénéfice de celles-ci.

Il reçoit une allocation partielle, s'il a des revenus inférieurs au montant des dites allocations.

En cas de fausse déclaration, des sanctions sont appliquées.

#### *Contestations.*

Toutes les contestations (sauf celles relatives au refus ou à l'abandon du travail offert), portées devant les Commissions de Réclamations, sont susceptibles d'être présentées à la Commission d'Assistance. Les décisions de celles-ci peuvent, soit d'office, soit à la requête des intéressés, être modifiées par le ministre compétent ou ses contrôleurs délégués à cette fin.

#### *Logement et nourriture.*

Les administrations communales sont tenues d'assurer le logement et la nourriture aux réfugiés.

Elles exercent, à cette fin, éventuellement, un droit de réquisition. (Arrêté royal du 30 novembre 1939.)

Elles paient aux prestataires, c'est-à-dire aux personnes tenues d'héberger, des indemnités d'un montant de :

Pour un lit, dans un local normalement destiné au logement : 1 franc par jour;

Pour un logement sans usage de lit : le même tarif que celui fixé par le Département de la Défense nationale pour les troupes;

Pour la nourriture : 80 % du montant total des allocations fixées ci-dessus.

La Commission d'Assistance publique, ou le réfugié, s'il n'est pas en état de besoin, est tenu de rembourser à la commune le montant de ces frais.

Les administrations communales transmettent journellement au Ministère compétent, un état numérique des réfugiés, en distinguant ceux qui bénéficient d'allocations familiales.

G.



## Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 31 janvier 1940.

### Réglementation du travail

#### REPOS DU DIMANCHE

*Salons de coiffure.* — Autorisation accordée par application de l'article 7 de la loi du 17 juillet 1905. — A. R. du 21-XII-39 (M. B. du 22-XII-39).

#### DURÉE DU TRAVAIL

*Travail souterrain dans les mines de houille.* — A. R. du 15-XII-39 (M. B. du 16-XII-39).

#### CONGÉS ANNUELS PAYÉS

*Industrie de la préparation des fibres de lin.* — Création d'une caisse particulière des congés payés et publication des statuts de celle-ci. — A. R. du 18-XII-39 (M. B. du 20-XII-39).

*Industrie des talons et formes en bois pour chaussures.* — Modalités spéciales d'application de la loi du 8 juillet 1936, modifiée par celle du 20 août 1938, concernant les congés payés. — A. R. du 18-XII-39 (M. B. du 21-XII-39).

*Entreprises de journaux de province.* — Institution d'un comité paritaire chargé de délibérer exclusivement sur l'application des congés payés. — A. M. du 3-I-40 (M. B. du 19-I-40).

*Industrie du papier couché et des cartes à jouer.* — Institution d'une caisse particulière de congés payés et statuts de celle-ci. — A. R. du 20-I-40 (M. B. du 31-I-40).

#### MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

*Modification à l'article 14 de l'A. M. du 1<sup>er</sup> avril 1936, pris en exécution de l'A. R. du 31 mars 1936.* — Cas d'urgence. — Luxembourgeois. — A. M. du 13-XII-39 (M. B. du 29-XII-39).

#### Police industrielle

*Tutelle sanitaire des adolescents au travail.* — A. R. du 13-XII-39 modifiant temporairement les dispositions de l'A. R. du 28-IX-36, réorganisant la tutelle sanitaire des adolescents au travail (M. B. du 17-XII-39).

— A. M. du 22-XII-39 pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté précité (M. B. 12-I-40).

#### Assurances sociales

##### ACCIDENTS DU TRAVAIL

*Conseil d'administration de la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail.* — Nomination du docteur Nyns, A., directeur de l'Ecole provinciale des Estropiés du Brabant, comme membre du dit Conseil. — A. R. du 26-XI-39 (M. B. du 17-XII-39).

*Commission des accidents du travail.* — Nomination de M. Horion, P., professeur à l'Université de Liège, comme membre de la dite commission. — A. R. du 23-XII-39 (M. B. du 7-I-40).

*Modification aux statuts de la Société mutuelle des Administrations publiques, caisse commune d'assurance contre les accidents du travail, à Liège.* — A. R. du 28-XII-39 (M. B. du 19-I-40).

#### MALADIES PROFESSIONNELLES

*Taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1939, par les chefs d'entreprise soumis à la loi du 24 juillet 1927, relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.* — A. R. du 13-XII-39 (M. B. du 24-XII-39).

#### CHOMAGE ET PLACEMENT

*Bourses libres agréées.* — Octroi d'un subside supplémentaire. — A. M. du 9-XII-39 (M. B. des 25-26-27-XII-39).

*Suppression de la Commission spéciale des travailleurs à domicile, créée par l'article 5 de l'A. M. du 14 septembre 1933.* — A. M. du 5-I-40 (M. B. du 14-I-40).

#### ASSURANCE-VIEILLESSE (Employés)

*Conseil supérieur des Pensions pour Employés.* — Démission de M. Christophe, L. — Nomination de M. Henrotte. — A. R. du 29-XII-39 (M. B. du 14-I-40).

*Caisse nationale des Pensions pour Employés et Fonds d'allocations pour Employés.* — Conseil d'administration. — Démission de M. Delcourt. — Nomination de M. Christophe, secrétaire général de la Centrale nationale des Employés. — A. R. du 29-XII-39 (M. B. du 14-I-40).

#### ALLOCATIONS FAMILIALES

*Salariés.* — Coordination de la loi du 4 août 1930, et des arrêtés royaux pris en vertu d'une délégation législative ultérieure. — A. R. du 19-XII-39 (M. B. du 22-XII-39).

*Non-salariés.* — A. M. déterminant, par commune, le revenu cadastral moyen des terres pour l'application de l'A. R. du 22-XII-38, relatif aux allocations familiales pour non-salariés. — A. M. du 15-I-40 (M. B. des 15-16-I-40).

*Répertoire sur fiches des personnes affiliées à une caisse ou section mutuelle d'allocations familiales.* — A. M. du 20-I-40 (M. B. du 26-I-40).

#### SOCIÉTÉS MUTUALISTES

*Nomination des membres du Conseil d'administration de la Caisse mutuelle spéciale de la Batellerie*



et du Remorquage. — A. M. du 4-I-40 (M. B. du 24-I-40).

Homologation de nouvelles dispositions statutaires de 198 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 22-XII-39 (M. B. du 21-I-40).

### Commissions paritaires.

#### COMMISSIONS NATIONALES

*Entreprises de battage.* — Arrêté ministériel du 6 juillet 1939, instituant un Comité national paritaire chargé de délibérer sur les bases du salaire et les conditions du travail. (Mon. du 5 août 1939.)

*Industrie du meuble.* — C. N. — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 31 juillet 1939. (Mon. du 11 août 1939.)

*Industrie de la chaussure.* — C. N. — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1939. (Mon. du 11 août 1939.)

*Industrie diamantaire.* — C. N., comportant un Bureau permanent ainsi qu'un Comité consultatif. — Nomination. — Arrêté ministériel du 19 juillet 1939. (Mon. du 12 août 1939.)

*Industrie diamantaire.* — Dito, dito. — Arrêté ministériel du 11 août 1939. (Mon. du 13 août 1939.)

*Industrie diamantaire.* — Dito, dito. — Arrêté ministériel du 19 août 1939. (Mon. du 24 août 1939.)

*Industrie des tabacs et cigares.* — C. N. — Composition. — Modification. — Arrêté royal du 12 août 1939. (Mon. du 2 septembre 1939.)

*Industrie chimique.* — C. N. — Composition. Modification. — Arrêté ministériel du 28 août 1939. (Mon. du 3 septembre 1939.)

*Commerce de gros en alimentation et en droguerie.* — Composition. Modification. — Arrêté ministériel du 18 septembre 1939. (Mon. des 25-26 septembre 1939.)

*Industrie du pain.* — Arrêté ministériel du 16 sep-

tembre 1939. — Composition. — Modification. (Mon. du 1<sup>er</sup> octobre 1939.)

*Hôtels, restaurants et débits de boissons.* — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 26 septembre 1939. (Mon. du 6 octobre 1939.)

*Abattoirs, boucheries et charcuteries.* — C. N. — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 10 octobre 1939. (Mon. du 18 octobre 1939.)

*Négoce de fruits, légumes et pommes de terre.* — C. N. chargée de délibérer sur les conditions des salaires et du travail. — Elargissement du Comité. — Arrêté ministériel du 25 octobre 1939. (Mon. des 6-7 novembre 1939.)

*Entreprises de fabrication du ciment Portland artificiel.* — C. N. et sections régionales. — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 24 octobre 1939. (Mon. des 12, 13 et 14 novembre 1939.)

*Employés des banques.* — C. N. chargée de délibérer sur les conditions de rémunération et autres conditions de travail. — Composition. — Modification. — Arrêté ministériel du 26 octobre 1939. (Mon. des 12, 13 et 14 novembre 1939.)

*Industrie de la gobeletterie.* — Comité paritaire national. — Composition. — Modification. — A. M. du 2-I-40 (M. B. du 21-I-40).

#### COMMISSIONS RÉGIONALES

*Port d'Ostende.* — C. R. — Composition. Modification. — Arrêté ministériel du 25 juillet 1939. (Mon. du 11 août 1939.)

*Industrie du bâtiment et des travaux publics de la province de Namur.* — C. R. — Composition. Modification. — Arrêté ministériel du 28 août 1939. (Mon. du 3 septembre 1939.)

*Comités officiels de conciliation.* — A. M. du 2-I-40 (M. B. du 21-I-40). (Voir tableau annexé au dit arrêté pour le ressort de ces comités.)



## Jurisprudence

### CONTRAT D'EMPLOI

#### Une décision intéressante concernant le contrat d'emploi

#### Conseil de Prud'hommes de Première Instance de Mons

##### L'état actuel n'est pas constitutif de force majeure

Un industriel de la région de Mons occupant plusieurs employés, voit son activité paralysée à la suite des événements actuels et aussi par suite du genre de commerce qu'il exploite. Dans l'impossibilité de continuer son exploitation, l'industriel réduisit son personnel ouvrier et employé.

A l'un de ceux-ci, il proposa de nouvelles conditions de rémunération réduite, puis d'autres conditions avec promesse de continuation du travail aussitôt que les événements le permettraient.

Il négligea d'établir, sur ce dernier point notamment, un engagement écrit, tel que le demandait l'employé dont l'activité avait été suspendue et qui assigna son patron en paiement de trois mois de préavis.

Le Conseil a rendu une sentence dans laquelle il dit entre autres :

« Attendu que, sans recevoir de contradiction, le demandeur allègue avoir été momentanément suspendu dans ses fonctions au début de septembre dernier, pour se voir offrir ensuite diverses réductions de traitement et ensuite une indemnité de trois mille francs s'il acceptait de rompre amiablement ou de suspendre indéfiniment le contrat d'emploi;

» Attendu que pour se justifier, l'employeur invoque à son profit le ralentissement — pour ne pas dire l'arrêt — des affaires à la suite de la déclaration de guerre ainsi que la réquisition de ses camions;

» Attendu que ces justifications d'ordre moral ne peuvent être retenues comme constitutives du cas de force majeure et que la loi sur le contrat d'emploi continue à sortir ses pleins et entiers effets;

» Attendu que la volonté d'imposer à un employé une réduction de son traitement est donc illégale;

» Par ces motifs, condamne à payer trois mois de préavis. »

#### Conseil de Prud'hommes de Charleroi<sup>(1)</sup> (Chambre pour employés)

14 juillet 1938.

H. c/ B.

**Contrat d'emploi. — Contrat à l'essai. — Durée dépassant trois mois. — Validité du contrat, mais réduction à trois mois.**

*La durée d'un contrat d'emploi à l'essai conclu*

(1) Jugement emprunté à la revue *Jurisprudence du Louage d'Ouvrage* de M<sup>e</sup> L.-Th. Léger.

pour plus de trois mois, doit être réduit à trois mois ; un nouveau contrat prend cours à l'expiration de ce délai. Sauf accord des parties, l'employé resté au service doit être considéré comme définitivement engagé pour une période indéterminée.

Attendu que l'action tend au paiement de la somme de : 1<sup>o</sup> 3,600 francs à titre d'indemnité pour rupture du contrat d'emploi sans motif ni préavis ; 2<sup>o</sup> de la somme de 1,000 francs pour commissions non payées ; 3<sup>o</sup> de la somme de 50 francs pour frais de voyage ;

Attendu que les faits de la cause sont les suivants :

1<sup>o</sup> Sous la date du 10 août 1937, le défendeur engageait le demandeur pour une période d'essai allant de la dite date au 31 décembre 1937 ;

2<sup>o</sup> Le 9 janvier 1938, le demandeur faisait tenir au défendeur avis de diverses commandes enlevées par lui ;

3<sup>o</sup> C'est alors que le défendeur lui spécifiait qu'il le considérait comme ne faisant plus partie de son personnel depuis le 31 décembre 1937 ;

Attendu en droit que le défendeur soutient que le contrat comportant une clause d'essai d'une durée supérieure à celle de trois mois qu'autorise la loi, cette clause doit être frappée de nullité et considérée comme inexistante, le contrat devant par contre être considéré comme ayant été conclu *ab initio*, pour une durée déterminée, durée expirant le 31 décembre 1937 ;

Attendu que ce soutènement ne peut être accueilli ; qu'il irait manifestement à l'encontre de la volonté nettement exprimée par les parties et permettrait au demeurant d'étudier les dispositions impératives de la loi ;

Qu'en réalité, la durée du contrat à l'essai conclu pour plus de trois mois doit être réduite à trois mois, un nouveau contrat prenant cours à l'expiration de ce délai ;

Qu'en principe, c'est-à-dire sauf accord des parties, intervenant à ce moment, l'employé resté au service doit être considéré comme définitivement engagé pour une période indéterminée ;

Qu'en l'espèce, aucun accord n'est intervenu à l'expiration de la période d'essai qui puisse faire considérer le nouveau contrat comme devant prendre fin le 31 décembre ;

Que le défendeur n'était dès lors pas en droit de congédier le demandeur comme il le fit ;

Que la demande d'indemnité s'avère donc fondée en son principe ;

Mais attendu que les parties ne se sont pas expliquées à suffisance de droit sur le montant de la rémunération proméritée par le demandeur, en sorte que le Conseil de Prud'hommes se trouve dans l'impossibilité d'arbitrer l'indemnité revenant au demandeur ; qu'il échet d'enjoindre aux parties de s'expliquer complètement sur le point dont s'agit ;



Que néanmoins, il est dès à présent acquis que le demandeur, outre ses commissions, touchait un fixe de 500 francs par mois;

Que provisionnellement, il échet de lui allouer à valoir une indemnité de 1,500 francs.

Par ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes, Chambre pour Employés, dit l'action du demandeur fondée en son principe;

Condamne le défendeur à lui payer provisionnellement et à valoir la somme de 1,500 francs pour rupture du contrat sans motif ni préavis;

Réserve à statuer sur le surplus de la demande;

Ordonne la réouverture des débats; enjoint aux parties de s'expliquer sur la rémunération proméritée par le demandeur;

Fixe jour pour ce, au 8 septembre 1938;

Dépens réservés.

— x —

## SEMAINE DE QUARANTE HEURES

### Tribunal civil de Bruges (Cinquième Chambre)

14 juillet 1939.

Président : M. Axters.

M. public : M. N. Matthys.

Pl. : M<sup>re</sup> Billion, Demuynck, Verougstraete et De Tollenaere.

F. C. T. c/ J.

**Semaine de quarante heures. — Port d'Ostende. — Chargement et déchargement. — Définition du travail du port. — Loi du 31 mars 1898.**

*Conformément à l'arrêté royal du 14 décembre 1937 instituant la semaine de travail de quarante heures pour le chargement et le déchargement au port d'Ostende, aucune distinction ne peut être faite entre le chargement et le déchargement de navires et le chargement sur camion ou sur wagon de marchandises en dépôt en vue de leur livraison.*

Prévenu d'avoir :

Par infraction aux articles premier, 2 et 8 de l'A. R. n° 571 du 28 septembre 1937, l'article 2 de la loi du 14 juin 1921, l'article premier de l'A. R. du 14 décembre 1937, et l'article 6 de la loi du 9 juillet 1936 relatifs à la semaine de travail de quarante heures;

En tant que chef d'entreprise, employeur, directeur, chargé d'affaires ou préposé, fait ou laissé travailler au cours de la semaine allant du 24 au 30 avril 1939, et notamment le 25 avril 1939, pendant plus de sept heures par jour ou de quarante heures par semaine, cinq ouvriers, chargés du chargement et du déchargement au port d'Ostende;

Considérant que la prévenu, en sa qualité de directeur de la « Société Commerciale Immobilière G.-C. Snauwaert », S.A., établie à Ostende, a occupé au travail cinq ouvriers pendant plus de sept heures par jour et quarante heures par semaine au cours de la semaine du 24 au 30 avril 1939, et notamment le 25 avril 1939; que de l'enquête à l'audience, il est

résulté — tant la défense que la partie civile et le Ministère public sont d'accord à ce sujet — que ce travail consistait dans le chargement de bois sur un camion au dock de bois, afin de composer une commande;

Considérant que la loi du 9 juillet 1936, en son article premier, autorise le Roi à réduire la durée du travail effectif à quarante heures par semaine dans les industries où le travail est effectué dans des conditions insalubres, dangereuses ou pénibles; que pour ce motif, un A. R. du 14 décembre 1937 a institué la semaine de travail de quarante heures pour les travaux de chargement et de déchargement au port d'Ostende, renvoyant, en ce qui concerne les modalités de réglementation de la durée du travail, à l'A. R. du 28 septembre 1937 relatif au port d'Anvers; qu'en vertu de l'article 2 de ce dernier arrêté royal, les prestations journalières des ouvriers en question sont limitées à sept heures;

Considérant que le prévenu affirme que cette limitation de la durée du travail ne s'applique pas au travail effectué le 25 avril 1939 par les cinq ouvriers de la firme Snauwaert; qu'en effet, l'A. R. du 14 décembre 1937, ainsi que celui du 28 septembre 1937 n'ont voulu dire par les mots « chargement et déchargement au port » que le chargement et le déchargement de navires et non pas le chargement sur camion de marchandises en dépôt en vue de leur livraison; que selon la thèse du prévenu, seuls l'A. R. du 16 février et celui du 9 juillet 1926 autorisant en faveur du commerce en matériaux de construction une marge annuelle de cent heures de travail au-dessus de la limite prévue par la loi du 14 juin 1921, sont applicables; qu'en outre, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en application de l'article 4 de l'A. R. du 28 septembre 1937, a autorisé la firme Snauwaert, à la date du 21 mars 1939, à déroger de la semaine de travail de quarante heures;

Considérant que si, en effet, le caractère exceptionnel de la loi du 9 juillet 1936 et des arrêtés royaux ultérieurs implique une application rigoureuse de leurs dispositions, il n'est, toutefois, pas permis de faire entre les travaux au port une distinction que ne font présumer ni les textes des arrêtés royaux ni les avis émis par la Commission paritaire du Port d'Ostende et par le Conseil Supérieur du Travail et de la Prévoyance sociale; que les mots « chargement et déchargement » au port d'Ostende, conformément à un jugement de la Cour d'appel de Gand en date du 31 mai 1939 signifient bien « chargement et déchargement de marchandises », de sorte que la prise de charbon de soute est exclue, mais que rien n'indique que le chargement sur camion ou wagon au port est exclu de cette réglementation du travail;

Considérant que le prévenu invoque en vain les A. R. des 16 février et 9 juillet 1936; qu'il est vrai que l'article 5 de l'A. R. du 28 septembre 1937 stipule que la loi du 14 juin 1921 reste en vigueur « sans préjudice des prescriptions énoncées aux articles précédents »; que cette limitation signifie que toutes les prescriptions de cette loi et des arrêtés royaux promulgués en vertu de cette loi, qui sont contraires à l'A. R. du 28 septembre 1937 publié en conformité de la loi du 9 juillet 1936, sont abrogées; que les arrêtés royaux de 1926, prévoyant pour le commerce en matériaux de construction, par dérogation aux prescriptions sur la durée du travail de la loi de 1921, une marge de cent heures supplémen-



taires, sont en contradiction avec la réduction de cette durée du travail comme le prévoit l'A. R. du 28 septembre 1937; que cette facilité accordée en 1936 au commerce en matériaux de construction fut supprimée le 14 décembre 1937 pour les travaux de chargement et de déchargement au port d'Ostende;

Considérant que le 25 avril 1939, le prévenu avait mis les cinq ouvriers au travail sur les terrains du port d'Ostende; qu'en effet, la ville d'Ostende a concédé certains terrains à différentes firmes, entre autres, le 17 janvier 1931, à la firme Snauwaert, pour l'érection d'entrepôts, garages et autres bâtiments qui, pour la plupart, sont entourés d'une clôture, ce qui est le cas de la firme Snauwaert et des terrains attenants directement aux quais, qui constituent à proprement parler les terrains du port, bien que l'usage en ait été concédé aux dites firmes; que seuls les travaux effectués sur ces terrains et non les travaux exécutés dans les concessions sont soumis aux prescriptions de l'A. R. du 14 décembre 1937, cet arrêté étant, par son caractère exceptionnel, de stricte application; que le travail a été effectué hors de la clôture de la concession de la firme Snauwaert sur les terrains appartenant directement au bassin du bois et est, par conséquent, soumis aux prescriptions de la semaine de travail de quarante heures;

Considérant que le prévenu affirme à tort qu'en vertu de l'article 4 de l'A. R. du 28 septembre 1937, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a accordé, le 21 mars 1939, à la firme Snauwaert, pour les travaux à effectuer au port d'Ostende, une dérogation à la semaine de quarante heures; qu'il résulte du texte des requêtes adressées par la firme Snauwaert au ministre en date des 28 novembre 1938 et 4 janvier 1939 que la demande tendait à l'octroi du bénéfice du repos du samedi après-midi et le transfert de la durée journalière du travail de huit heures en résultant pour le travail de la scierie et des magasins situés dans la « Vergunningstraat », et non pas pour le travail effectué sur les terrains situés le long des docks;

Considérant que par conséquent, les faits imputés au prévenu se sont avérés exacts; qu'il y a, toutefois, lieu de prendre en considération des circonstances atténuantes par le fait de l'absence de toute condamnation;

Considérant que l'union professionnelle « Fédération Chrétienne des Ouvriers du Transport », ayant son siège à Anvers, s'est portée partie civile contre le prévenu et réclame de celui-ci, comme dommages et intérêts, la somme d'un franc avec les intérêts judiciaires et les dépens;

Considérant que, selon l'article 2 de la loi du 31 mars 1898, une union professionnelle formée exclusivement pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de ses membres peut, en vertu de l'article 10 de la même loi, ester en justice pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés; qu'il en est notamment ainsi des actions en réparation du dommage causé par l'inexécution des contrats de travail; qu'elle a, en outre, un intérêt moral personnel évident à la répression des infractions aux lois ouvrières;

Considérant que ni le prévenu, ni le Ministère public ne contestent que les cinq ouvriers mis au travail le 25 avril 1939 par la firme Snauwaert doivent

être comptés parmi les membres de la partie civile; que, partant, l'action est recevable et fondée;

Considérant qu'en outre, le prévenu a été jusqu'aujourd'hui d'une bonne conduite et n'a pas encore subi de condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles, et que le tribunal nourrit l'espoir qu'à l'avenir, le prévenu ne se rendra plus coupable de faits de même nature;

Par ces motifs et vu les articles 85, 40, 44 du Code pénal, 1382 du C. C., 367 du Code de procédure en affaires criminelles, modifié par l'article 4 de la loi du 23 août 1919; 9 de la loi du 31 mai 1888; article premier de la loi du 27 décembre 1928; 1<sup>er</sup>, 2, 8 de l'A. R. n° 571 du 28 septembre 1937; 2 de la loi du 14 juin 1921; 1<sup>er</sup> de l'A. R. du 14 décembre 1937; 6 de la loi du 9 juillet 1936; 194 du Code de procédure en affaires criminelles indiqués par M. le Président;

Le juge unique du tribunal, en application des dispositions légales susmentionnées, condamne le prévenu à cinq amendes de dix francs chacune, et aux dépens de l'instance taxés en totalité à la somme de 63 francs;

Et renvoyant aux conclusions de la partie civile, dit l'action recevable et fondée, et condamne par conséquent le prévenu à lui payer à titre de dommages et intérêts la somme de un franc, avec les intérêts judiciaires et ses frais et dépens.

— x —

## CONGÉS ANNUELS PAYÉS

### Conseil de Prud'hommes de Liège

19 janvier 1940.

Demunck, Toussaint, c/ Charbonnages du Hasard.

**Congés annuels payés.** — En cas de maladie du travailleur, l'employeur doit faire application des timbres pendant les 20 premiers jours de chaque période de maladie survenue au cours de l'année.

Là, où les Commissions paritaires ont conclu des accords sur des modalités spéciales d'application des indemnités pour vacances ouvrières, le nombre de jours indemnisés pour salaires perdus en cas de maladie, a été fixé par accord des parties, et sur d'autres bases que celles prévues dans l'A. R. du 8 décembre 1938.

Dans l'industrie charbonnière, aucun accord n'a été réalisé pour l'année des vacances 1938-1939.

Les chefs d'entreprise de cette industrie ont payé l'indemnité pour les vingt premiers jours de maladie, considérant ainsi avoir rempli leurs obligations en vertu de l'arrêté cité ci-dessus.

Le Conseil de Prud'hommes de Liège a estimé, au contraire, que la limitation du paiement de l'indemnité pour les vingt premiers jours est due pour chaque maladie distincte.

### DANS LE DROIT.

Attendu que la société défenderesse, dans les conclusions prises devant le Conseil, demande acte de ce qu'elle dénie à l'arrêté royal du 8 octobre 1938, spécialement à son article 7, toute valeur légale et



qu'elle évalue cette dénégation et le litige en résultant à 1.000 francs pour fixer le ressort;

Attendu qu'il n'est pas permis à une partie de faire une évaluation arbitraire en vue d'éluder les dispositions légales qui fixent le taux du dernier ressort; que la valeur du litige doit, en l'espèce, être déterminée par le montant de la demande; qu'il n'y a donc pas lieu de donner à la société défenderesse l'acte par elle postulé;

Attendu que le demandeur réclame une somme de 40 francs restant due sur congés payés; que cette somme représente, selon lui, la contre-valeur des timbres qu'il avait droit à voir apposer sur sa carte de congés payés pendant les vingt premiers jours de chacune des périodes de maladie qui l'ont tenu éloigné de la mine au cours de l'année de référence;

Attendu que la société défenderesse soutient en ordre principal que l'article 7 de l'arrêté royal du 8 décembre 1938, qui prévoit le versement de 2 p. c. pendant ces périodes, est illégal, comme étant un dépassement certain de la délégation donnée au Roi par les lois sur les congés payés et spécialement la loi du 20 août 1938;

Attendu que ce soutènement ne peut être accueilli; Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1936, modifiée par celle du 20 août 1938, le travailleur a droit en principe à un congé annuel payé de six jours et que pour chacun de ces jours, il recevra sa rémunération habituelle (art. 5, alinéa 1<sup>er</sup>);

Attendu que la rémunération habituelle dont il est question à cet article n'est pas celle définie par la société défenderesse dans ses conclusions; qu'elle ne peut être constituée par le total des salaires que le travailleur a effectivement appréhendés, divisé par le nombre de jours de travail qu'il aurait pu faire, les jours de congé non compris;

Que cette notion de rémunération qui n'a pas changé depuis 1936 a été définie clairement dans l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 août 1936, qui stipule que par rémunération habituelle, il faut entendre la rémunération moyenne, gagnée par jour de travail normal au cours des trois mois précédant le congé annuel, le gain total et réel du travailleur étant divisé par le nombre de jours de travail effectif;

Attendu qu'il suit du texte même de la loi, que sous la législation nouvelle comme sous l'ancienne, les journées d'absence accidentelle doivent, si elles sont justifiées, compter comme journées de travail effectif pour la durée du congé (Horion : « La nouvelle législation sur les congés payés », n° 39);

Attendu que la cotisation de 2 p. c. doit donc être perçue non seulement en fonction du travail effectif, mais aussi en raison des jours de chômage justifié qui ne modifie pas le droit au congé;

Attendu qu'en organisant comme il l'a fait cette perception, l'article 7, alinéa premier, de l'arrêté royal de 1938 n'a fait que s'efforcer de réaliser le plus fidèlement possible le prescrit de l'article 2, alinéa premier, de la loi : six jours de congé après

un an de service; que l'arrêté royal incriminé est donc parfaitement légal;

#### AU FOND.

Attendu que la société défenderesse soutient encore que si l'arrêté royal est légal, encore n'impose-t-il l'application de timbres que pour la période de vingt jours de maladie; que si le travailleur est forcé à plusieurs reprises d'interrompre le travail durant l'année de référence, il ne peut en aucun cas réclamer l'apposition des timbres pendant plus de vingt jours;

Attendu qu'au contraire, le demandeur soutient qu'il a droit dans cette dernière hypothèse à ce que le pourcentage légal soit versé pour chaque période de travail perdu et ce pendant les vingt premières journées de chacune de ces périodes;

Attendu qu'au vu du texte de l'arrêté royal et en s'inspirant de l'esprit du législateur, il convient de consacrer la thèse du demandeur;

Attendu, en effet, que sous l'empire de la loi du 8 juillet 1936 et de l'arrêté royal du 15 août 1936, toute journée perdue pour cause de maladie était considérée comme journée de travail effectif;

Attendu que la loi de 1938 a eu pour but d'étendre encore dans la mesure du possible le bénéfice de la présente législation; que d'ailleurs, tandis qu'au cas de rappel sous les drapeaux ou d'absence motivée ou autorisée, le législateur a estimé devoir fixer une limitation précise; il s'est abstenu d'apporter la même restriction pour le cas d'absence pour maladie;

Qu'il suit de ces considérations qu'en cas de maladie, l'ouvrier a droit aux timbres de congé pendant les vingt premiers jours de chaque période de maladie survenue pendant le cours de l'année (Horion : « La nouvelle législation sur les congés payés », n° 41);

#### Par ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes, statuant contradictoirement et en dernier ressort, dit n'y avoir lieu de donner à la défenderesse l'acte par elle postulé quant à l'évaluation qu'elle fait du litige; dit pour droit que l'arrêté royal du 8 décembre 1938, et spécialement l'article 7 de cet arrêté, est parfaitement légal; dit pour droit qu'en cas de maladie du travailleur, l'employeur doit faire application des timbres pendant les vingt premiers jours de chaque période de maladie survenue pendant le cours de l'année; condamne, en conséquence, la société défenderesse à payer au demandeur la somme de 40 francs avec les intérêts judiciaires et les dépens, lesquels dépens sont liquidés en totalité à la somme de 52 fr. 15, non compris les frais ultérieurs des présentes.

Prononcé en audience publique le présent jugement signé par le président J. Uvergoels, l'assesseur juridique M<sup>e</sup> Lambert, et le greffier adjoint E. de Surlemont.